

N°837

du 18
AOÛT
2015



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.5 FOOTBALL/ELIMINATOIRES CAN 2017

Contre le Djibouti
le 4 septembre prochain,
Tom Saintfiet convoque
Vincent Bossou, Mani
Sapol et Aguidi Foovi

- Lire la liste complète des joueurs convoqués

P.3 Avec les questions d'efficacité de l'aide et de capacité d'absorption des ressources

La SCAPE sera revisitée

par les partenaires dans une brève échéance



Photo: L'Union

Kossi Assimaïdou, Ministre chargé de la Planification du développement

P.3 A l'occasion du 55e anniversaire de la fête de l'indépendance du Congo Les invités de Sassou N'Guesso, dont Komi Klassou, ont admiré la métamorphose de la ville de Ouessou

P.7 Education
Il ne fait pas toujours bon d'enseigner dans le privé

P.6 Après le coup de gueule du Tchadien Idriss Deby Kako Nubukpo et les siens débattent sur le Franc CFA à la mi-septembre à Paris

P.4 Panier de la ménagère à Lomé
Hausse consécutive des prix en juillet, liée aux médicaments traditionnels



PA-LUNION

www.pa-lunion.com



- Actualités Nationales
* Politique
* Economie
* Société
* Sport
* Culture...
- Informations Internationales
- Réflexions...

Prix: Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro --- Abonnement: Contacter 22 61 35 29 / 90 05 94 28

AZIMUTS INFOS

Windows 10, le nouvel OS de Microsoft

Microsoft a commencé le déploiement de son nouveau système d'exploitation Windows 10 dont la mise à jour est gratuite depuis Windows 7 et 8, sous certaines conditions. L'éditeur joue gros avec cette nouvelle mouture qui sera son OS unique pour les prochaines années, aussi bien sur les ordinateurs de bureau que les terminaux mobiles.

Serrure connectée : vers la fin des clés ?

C'est aujourd'hui le grand jour pour Windows 10. Dix mois après la présentation du système d'exploitation et à la suite d'une phase de test tout aussi longue, Microsoft vient de commencer le déploiement de son nouvel OS, dont l'une des missions sera de faire oublier le fiasco de son prédécesseur, Windows 8. Pour cela, la firme de Redmond mise principalement sur la gratuité et le retour aux sources.

La gratuité, tout d'abord : la mise à jour vers Windows 10 sera gratuite depuis Windows 7 et 8, à condition de posséder une licence légale. Exit les pirates, donc. Cette offre commerciale va durer un an et s'applique aux ordinateurs, aux terminaux (smartphones et tablettes) et même aux objets connectés. Passé ce délai, Windows 10 coûtera 135 euros pour la version familiale (la situation la plus courante).

La décision de ne pas facturer Windows 10 pour une partie de sa clientèle aura des effets importants sur les finances de Microsoft alors même que le groupe américain traverse une mauvaise passe : un premier plan de licenciement a mis à la porte 18.000 salariés l'an dernier tandis qu'un second de 7.800 postes a été officialisé au début du mois de juillet. La prise de risque est considérable.

Retour du bouton et du menu Démarrer

Avec Windows 10, Microsoft mise aussi sur le retour aux sources. Incontestablement, Windows 8 a fait preuve d'audace au niveau de l'interface graphique avec un mécanisme de tuiles dynamiques pour accéder aux applications. Mais cette tentative de rompre avec d'anciennes pratiques en matière d'ergonomie s'est heurtée avec les habitudes des usagers. La disparition du menu et du bouton Démarrer a ainsi fait couler beaucoup d'encre.

Aussi, Microsoft revient à plus de classicisme : l'interface prévue pour Windows 10 ne déroutera pas ceux habitués à Windows et l'OS possède bien un menu et un bouton Démarrer. La firme de Redmond n'a toutefois pas fait une croix sur l'interface de Windows 8 car elle reste pertinente pour les terminaux ayant un écran tactile (Windows 10 doit en effet être l'OS unique de Microsoft pour les années à venir). Cela suffira-t-il pour renouer avec les usagers ?

Si vous êtes éligible à la mise à niveau vers Windows 10, sachez que Microsoft a dû commencer à précharger l'OS sur votre ordinateur cette semaine, à condition d'avoir fait une réservation d'un "exemplaire". En revanche, l'installation elle-même, qui débute officiellement mercredi, ne sera pas proposée en même temps à l'ensemble des clients.

Microsoft expliquait ainsi début juillet : "à partir du 29 juillet, nous commencerons à déployer Windows 10 à nos usagers Windows Insiders. De là, nous notifierons par vagues les systèmes qui ont effectué la réservation, en ouvrant progressivement les vannes après le 29 juillet".

Des camions semi-autonomes bientôt testés en Allemagne par Daimler

Le constructeur automobile Daimler compte tester des camions semi-autonomes sur routes ouvertes dès cette année. Les essais se dérouleront dans la région du Bade-Wurtemberg (Allemagne). Daimler annonce que ces camions high-tech seront produits d'ici deux à trois ans.

Tandis que les constructeurs rivalisent d'imagination pour vanter leurs progrès dans le secteur des véhicules autonomes, ceux-ci commencent à quitter progressivement les circuits privés pour se mêler à la circulation. Il s'agit pour les industriels de tester leur technologie en situation réelle, où des imprévus peuvent apparaître à tout moment, et non plus uniquement dans un environnement contrôlé.

Ainsi, des voitures sans conducteur ont été aperçues sur la voie publique aux États-Unis, au Japon et dans quelques pays européens en pointe dans ce domaine, comme le Royaume-Uni. Mais l'automobile n'est pas le seul moyen de transport qui bénéficiera de la conduite autonome : d'autres engins, comme le camion, vont aussi pouvoir profiter de ce type d'avancée.

Cela n'a pas échappé à Daimler. L'entreprise allemande a fait savoir son intention de faire rouler ses premiers camions high-tech sur les routes dans les toutes prochaines semaines, dès que les autorités auront délivré leur feu vert. Les tests débiteront en Allemagne, dans la région du Bade-Wurtemberg, là où se trouve le siège du constructeur automobile, puis seront étendus au reste du pays.

Daimler affirme que ces camions high-tech pourront être produits d'ici deux ou trois ans. Il s'agira en fait de véhicules partiellement autonomes, qui pourront prendre en charge certains pans du trajet (par exemple sur une autoroute, où le parcours est assez simple : une seule voie à occuper, vitesse constante, pas de circulation en sens inverse, etc.). Les engins totalement autonomes n'arriveront que bien plus tard.

Festival/Festhef 2015

Début ce mardi de la quinzaine de formation autour du théâtre

Plusieurs participants étrangers et togolais participent depuis ce mardi à un séminaire de formation autour du théâtre. Le séminaire est organisé

développement économique du Togo.

Le séminaire est animé par des experts africains et se décline

d'une trentaine de participants viennent du Bénin, Burkina, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, France, Mali, Niger, Togo.

Cette formation est axée sur des exposés théoriques et des cas pratiques et s'adresse aux jeunes acteurs culturels ou confirmés du Togo, d'Afrique et d'ailleurs. Le Cabinet Artfrica Consulting, dirigé par Léonard Yakanou, ex-directeur du Festhef, travaille à beaucoup d'expériences dans le

domaine de la formation autour des arts de la scène.

La formation est gratuite toutefois les participants ont versé une somme de 20000 CFA pour leur participation au frais de restauration et d'hébergement à Assahoun durant la formation et le festival. Les frais de voyages internationaux et interurbains pour atteindre Assahoun sont à la charge des candidats sélectionnés.



Léonard Yakanou, ex-directeur du Festhef

par le Cabinet Artfrica Consulting dans le cadre du Festival de théâtre de la Fraternité (Festhef 2015) qui se déroulera du 26 au 30 août sur le thème : Théâtre : Quel apport au

suivant les ateliers d'Administration de compagnie de théâtre et de danse, de dramaturgie, jeu d'acteur, mise en scène et scénographie théâtrale et événementiel. Plus

Nécrologie

L'écrivain espagnol Rafael Chirbes est mort

Rafael Chirbes, durant l'édition 2009 des rencontres de la Comédie du Livre à Montpellier. Il disait : " *Sije n'écris pas, je ne vois rien, je suis vide.*" Décapante, sans concession, sa plume avait fait de lui l'une des plus grandes voix de la littérature



espagnole. L'écrivain et critique littéraire Rafael Chirbes est mort samedi 15 août d'un cancer fulgurant du poumon. Il était âgé de 66 ans.

Sur le rivage, son septième roman

traduit en français - par Denise Laroutis, sa fidèle et excellente traductrice -, était sorti en janvier aux éditions Rivages. Il restera l'un des éblouissements de l'année. Chirbes n'était pas seulement un styliste génial, un écrivain dont la prose pleine de sève vous précipite dans des cascades de mots et d'images, des accès de colère et des élans d'humanité. Il avait aussi le don d'aller jusqu'au bout de ce qu'il voulait dire. Le courage d'écrire noir sur blanc ce que les gens font mais ne disent pas. En exergue à Sur le rivage, il avait d'ailleurs placé cette phrase de Diderot dans Jacques le fataliste : " *F...tez comme des ânes débâchés ; mais permettez que je dise le mot... tre ; je vous passe l'action, passez-moi le mot.*"

Mort du compositeur Pierre Jansen, fidèle collaborateur de Claude Chabrol

Le compositeur Pierre Jansen est mort jeudi 13 août, dans sa maison de Saint-Pierre-le-Déchausselat, en Ardèche. Né en 1930, il entreprend des études de piano puis d'harmonie avec Alfred Desenclos au conservatoire de sa ville natale, Roubaix, puis poursuit sa formation au Conservatoire royal de musique de Bruxelles, où il obtient des prix de piano et d'écriture. Avec l'extraordinaire pédagogue André Souris, il approfondit sa maîtrise de l'écriture (harmonie, contrepoint et fugue) et de l'orchestration.

Dès les années 1950, au contact d'Olivier Messiaen puis lors des cours et séminaires de Darmstadt, il s'intéresse à la musique dodécaphonique. Il compose alors diverses pièces post-sérielles pour ensemble, telle que la Suite pour piano et 18 instruments (1958), dirigée par Bruno Maderna. A partir de 1960,

Pierre Jansen commence à composer pour le cinéma. Pendant de nombreuses années, il collabore avec Claude Chabrol. On se souviendra notamment de l'extraordinaire musique du Boucher (1970). Il travaillera également avec de nombreux autres réalisateurs, tels que Claude Goretta, Pierre Schoendoerffer, Francis Girod, Serge Moati et Josée Dayan. En 1985, il compose avec son ami Antoine Duhamell la partition d'un chef-d'œuvre du cinéma muet, Intolérance de David Wark Griffith. Commande du Théâtre des Amandiers, cette œuvre sera créée par l'Orchestre national d'Ile-de-France sous la direction de Jacques Mercier puis donnée au Festival d'Avignon. Elle ne sera enregistrée qu'en 2007 par ce même orchestre, sous la direction de Jean Deroyer dans une version restaurée pour Arte.

Festival

Dans le cadre du Masa 2016

Appel à candidatures relatif au séminaire de formation des humoristes

Le MASA organise en janvier 2016 un séminaire de formation à l'attention des humoristes de l'espace francophone. Les dossiers de candidatures des requérants comprendront les pièces suivantes:

1-une lettre de candidature adressée au Directeur Général du MASA;

2-une attestation confirmant le statut d'humoriste délivrée par le Ministère de tutelle ou de l'Intérieur, le Bureau de Droits d'Auteurs du pays de résidence, ou par un opérateur culturel ou un directeur de groupe

ayant participé au MASA;

3-la liste des créations ou un press-book

4-une photo de scène ;

5-une captation vidéo d'au moins un spectacle ;

6-un résumé de l'histoire mise en scène dans la vidéo.

Les dossiers de candidatures peuvent être envoyés :

- Par courrier électronique à : administration@masa.ci

- Ou par la poste à : Direction Générale du MASA, 17 Boulevard Roume 09 BP 2877 Abidjan 09 - Côte d'Ivoire

Date limite des inscriptions : 15 septembre 2015.

Parution

Un guide pour répondre facilement à 10 préjugés sur la migration

Vous ne savez pas toujours comment réagir aux questions relatives à la migration ? Ce guide proposé par Amnesty International vous aidera à déconstruire 10 idées reçues auxquelles vous ne savez peut-être pas toujours comment répondre. Le sommaire comprend :

1. Il y a une explosion des arrivées de migrants en Europe !

2. Ils viennent pour toucher nos allocations et pour prendre notre travail !

3. L'immigration ruine les finances publiques !

4. On va être envahi par des criminels et des terroristes !

5. L'Europe est une passoire !

6. « L'Europe doit renforcer ses frontières pour éviter l'immigration et les morts !

7. « Les migrants et réfugiés entreprennent des voyages dangereux par choix et/ou par inconscience !

8. « Le renforcement des opérations de secours et de sauvetage va inciter davantage de personnes à entreprendre la traversée et créer un appel d'air !

9. « La destruction des navires est une bonne

10. De toute façon, je ne peux rien faire.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N° 0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression: Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
BOGLA G.

Avec les questions d'efficacité de l'aide et de capacité d'absorption des ressources

Une table ronde des partenaires envisagée, à brève échéance, autour de la SCAPE

Late Pater

La trouvaille était fortement médiatisée durant le premier quinquennat de Faure Gnassingbé. Le Togo dans toute sa diversité sociopolitique, culturelle et économique était en septembre 2008 au rendez-vous d'une table ronde des bailleurs de fonds à Bruxelles. Les délégations togolaises conduites par le premier ministre d'alors, Gilbert Fossou Hounbo, avaient pour mission de présenter les besoins du Togo aux partenaires économiques, pour la relance économique en vue de lutter contre la pauvreté. A l'époque, le gouvernement togolais, tous les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale, les syndicats des travailleurs, le patronat, la société civile, les ONG, les partenaires au développement ayant les représentants au Togo, l'UE, le FMI, la Banque mondiale, les partenaires au Club de Paris ainsi que d'autres institutions avaient envoyé, tous, des délégations à cette table ronde des bailleurs de fonds. L'objectif était de mobiliser les moyens matériels, financiers et techniques pour entreprendre la reconstruction du pays. Un document définissant les axes prioritaires du gouvernement, dénommé «Plan Intérimaire d'Actions Prioritaires», précisait les priorités de l'Etat sur la période 2008-2010 : construction des infrastructures, l'éducation, santé, agriculture, promotion de la démocratie et de l'Etat de droit, réformes administratives, économiques et judiciaires, etc. «Un document pratique pour plaider auprès des bailleurs la cause du Togo», selon les mots d'un ministre.

Sept ans après, on va encore remettre ça. Selon un document établi par les services du ministère de la Planification, en 2015, il sera nécessaire de faire une revue à mi-parcours de la SCAPE (2013-2017) pour faire le point du chemin parcouru, des résultats atteints et des difficultés rencontrées afin de réajuster, s'il y a lieu, les priorités. Cette revue sera nourrie de la revue 2013 déjà réalisée et de la revue 2014 en cours de réalisation. «Elle permettra en outre d'envisager, à brève échéance, une table ronde des partenaires à un moment où les questions d'efficacité de l'aide et de capacité d'absorption des ressources se posent avec acuité», peut-on lire. En plus, la nouvelle revue devrait, à son tour, nourrir la préparation du budget de l'Etat, exercice 2016, ainsi qu'un programme d'investissement public triennal. En cohérence avec les orientations de la SCAPE. Enfin, la revue devrait anticiper sur l'adoption des

Objectifs du développement durable – dont l'ancêtre va être les Objectifs du millénaire pour le développement – qui seront adoptés en septembre 2015 par les chefs d'Etat et de gouvernement à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Encore qu'il faut attaquer de front les goulots d'étranglement qui fait qu'on tourne, des fois, en rond. A la session 2014 du Conseil national de pilotage des politiques de développement / Revue annuelle conjointe de mise en œuvre de la SCAPE en 2013, le 13 novembre 2014, il a été évoqué l'absence d'une approche transversale dans le travail des ministères. On s'était aussi étonné que seules 3 réunions aient pu se tenir en 2013 sur les 14 réunions annuelles prévues, contre 5 en 2012. Officiellement, il avait été dit que le ministère de l'Economie et des finances ne joue pas son rôle d'accompagnement, préférant distribuer des remontrances ici et là. En ce temps, les partenaires techniques et financiers du Togo ont noté les performances globalement encourageantes de la SCAPE en 2013, première année de sa mise en œuvre, notamment la croissance qui s'est maintenue à un niveau honorable, ainsi que le progrès significatif du taux d'achèvement du primaire et du taux de passage au secondaire. Même si la majorité des indicateurs de progrès de la SCAPE se situent en dessous des objectifs prévus pour l'exercice 2013. Ils ont estimé que, tirée principalement par les investissements publics, la croissance togolaise et ses effets sont particulièrement perceptibles à Lomé et dans la région maritime, mais peu ressentis dans les autres régions du pays. Laquelle croissance demeure encore insuffisamment inclusive et ne génère pas suffisamment d'emplois pour enrayer, voire inverser, la courbe du chômage, notamment celle des jeunes. Les partenaires du Togo avaient apprécié l'effort global de mobilisation des ressources internes traduit par la progression du taux de pression fiscale. Ils avaient été préoccupés par les conditions et critères d'élaboration du budget en 2013, qui, comme en 2014, ont conduit au vote de lois de finance peu centrées sur la SCAPE et peu réalistes, nécessitant ensuite un recours répété à des collectifs budgétaires. Une importante conséquence de cette situation est que l'accord sur un programme macroéconomique et de réformes appuyé par le FMI, obtenu en octobre 2013, n'a pas pu devenir effectif, et tout ou partie des appuis budgétaires et certains



Kossi Assimaidou, Ministre chargé de la Planification du développement

financements des principaux bailleurs n'ont pas pu être délivrés ou mobilisés par la suite. La tenue d'une table ronde des bailleurs de fonds pour le financement de la SCAPE avait dû être reportée. Les

flux d'aide en faveur du Togo, qui ont atteint un pic historique de 448 millions de dollars en 2012, avaient ainsi baissé à 379 millions de dollars en 2013. La priorité a été donnée aux investissements

routiers, alors que les dotations pour les secteurs sociaux se sont vues substantiellement réduites. Les partenaires avaient encouragé le gouvernement togolais à assurer un niveau adéquat de ressources en faveur des secteurs sociaux, afin de soutenir l'effort d'amélioration des indicateurs dans ces domaines.

Par rapport à la mise en œuvre et au suivi de la SCAPE, face à la multiplicité des défis, les partenaires du Togo avaient suggéré un meilleur agencement des priorités à court et moyen terme, ainsi qu'un dialogue renforcé dans la mise en œuvre de la SCAPE, tant au sein de l'administration publique que vis-à-vis des partenaires. La capitalisation des différents programmes de réforme au sein des administrations intervenus depuis 2008 présente des résultats encourageants, mais demeure

encore lente. Les départements ministériels restent confrontés au double problème du manque de cadres et de faibles capacités, auquel s'ajoutent la timidité du dialogue sur les politiques, la faiblesse des systèmes de gestion des ressources humaines, la forte concentration du pouvoir de décision au sein des hiérarchies administratives, le cloisonnement des principaux ministères transversaux et le faible développement de l'interministérialité. Les capacités de programmation, budgétisation et suivi-évaluation demeurent insuffisantes, tant au sein des ministères transversaux que sectoriels, ce qui affecte la qualité et le taux d'exécution des projets et programmes.

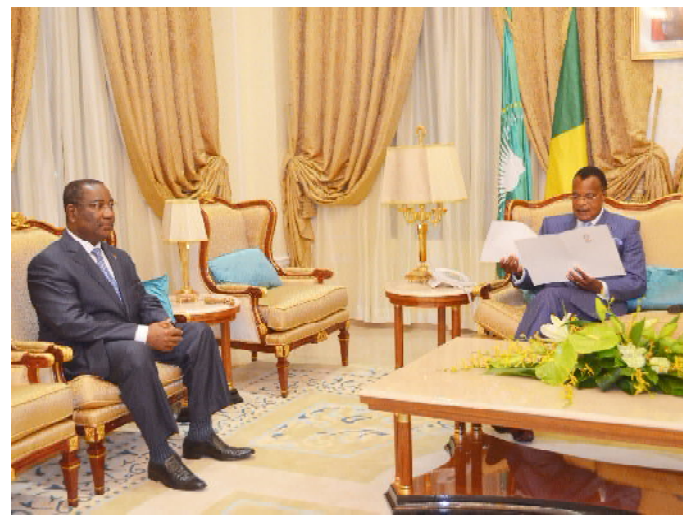
Le dispositif institutionnel de suivi et de coordination peine à jouer pleinement son rôle dans le

(suite à la page 6)

A l'occasion du 55e anniversaire de la fête de l'indépendance du Congo Les invités de Sassou N'Gusso, dont Komi Klassou, ont admiré la métamorphose de la ville de Ouessou

Instaurée de façon tournante, la fête du 15 août, date anniversaire de la fête de l'indépendance du Congo, a été célébrée dans le département de la Sangha, précisément dans la ville de Ouessou, avec la présence effective du Premier ministre Komi Selom Klassou, représentant personnel de Faure Gnassingbé. De bonne guère pour cette localité congolaise de 30.000 habitants dont plus de la moitié ont moins de 20 ans. Que de regrets à nourrir au Togo, du fait que la première expérience de Dapaong n'a pas été concluante. Passons. Arrivé la veille en terre congolaise, Komi Selom Klassou a assisté samedi au défilé civil et militaire, sur le nouveau boulevard de Ouessou, aux côtés du Président congolais, Denis Sassou N'Gusso, et des chefs d'Etat et de gouvernement présents. Le locataire de la Primature togolaise a, après, transmis personnellement au N°1 congolais le message de son homologue togolais.

Sous une pluie battante, les forces de défense et de sécurité congolaise ont animé le défilé militaire terrestre, motorisé et aérien. Elles ont été suivies d'un détachement paramilitaire. Les différentes structures administratives, tant publiques que privées, les partis politiques, les organisations de la société civile et les groupes d'associations, y compris les colonies étrangères dont la communauté togolaise visait en terre congolaise, se sont ensuite succédés pour la partie



Premier ministre Komi Selom Klassou (gauche) reçu en audience par le président Sassou N'Gusso du Congo-Brazzaville

civile du défilé, en bravant l'intempérie qui s'est invitée aux festivités. Avec des pancartes exprimant leur attachement aux idéaux de paix et de sécurité au Congo, en Afrique et partout dans le monde. Avant de quitter la ville de Ouessou pour Lomé, le Premier ministre togolais a participé au banquet offert en honneur des invités.

Voilà qui fait revivre les bienfaits de la délocalisation. Surnommée le «triangle d'or du Congo», en référence à sa position géographique aux confins de trois pays (Gabon, Cameroun et Centrafrique), la très septentrionale Sangha a accueilli la fête parce qu'y a été lancé, cette année, le programme de «municipalisation accélérée», avec à la clé la construction d'un lot appréciable d'infrastructures nécessaires à sa modernisation : routes, ponts, bâtiments publics, etc. L'attrait qu'exerce aujourd'hui le

département vient aussi des mutations qui s'y sont opérées ces dernières années et qui devraient rapidement changer son profil économique et social. Pendant plusieurs décennies, on ne savait pas grand-chose de la Sangha, si ce n'est qu'elle était en grande partie recouverte d'une dense forêt primaire, sillonnée de cours d'eau (dont la rivière éponyme) et relativement plate, à l'exception de sa partie ouest, avec le mont Nabemba (1.100 m), le plus haut du pays. À part les forestiers, le département attirait peu d'investisseurs, principalement à cause de son enclavement. Jusqu'à récemment, il fallait près de deux jours par la route pour parcourir les quelque 800 km séparant son chef-lieu, Ouessou («le soleil», en sangha-sangha) de Brazzaville. Traverser la Sangha d'est en ouest était aussi une autre galère... L'économie locale s'est donc tournée vers l'exploitation

forestière et la transformation du bois, l'agriculture vivrière (manioc, banane plantain, maïs, arachide), faute de route, nourrissant à peine la population locale. Le département dépendait largement du Cameroun voisin, tant pour son approvisionnement en denrées, matériel et objets de toutes sortes que pour l'évacuation de ses productions.

Mais le bitumage de la route nationale 2, jusqu'à Ouessou, a changé la donne. La Sangha diversifie aujourd'hui les bases de son économie, qui s'étend aussi désormais aux transports routier et aérien (le fluvial suit plus timidement), dopés par les nouvelles activités et les chantiers d'infrastructures. Signes du frémissement économique, la Société nationale des pétroles du Congo ouvre une nouvelle station-service à Ouessou et trois banques s'y installent (la Banque congolaise de l'habitat, Ecobank et la Banque commerciale internationale), rejoignant ainsi la Congolaise de banque, le Crédit Congo et les Mutuelles congolaises d'épargne et de crédit. Rénovation et construction d'hôtels, d'immeubles de bureaux, de villas, ouverture de boutiques, de bars et de restaurants... Ouessou est toujours surnommé «la capitale du bois», mais change rapidement, selon le reportage de *Jeune Afrique*. La filière hôtelière s'y développe tout particulièrement, surtout pour la clientèle d'affaires.

Vivement que l'initiative, et son impact de développement local, reprenne au Togo !

Panier de la ménagère à Lomé

Hausse consécutive des prix en juillet, liée aux médicaments traditionnels

Late Pater

En juillet 2015, le niveau général des prix à la consommation a poursuivi la hausse amorcée depuis mai 2015. Il a, en effet, connu une progression de 0,3% contre 0,2% le mois précédent. D'après l'Institut national de la Statistique et des études économiques et démographiques (Inseed), cette hausse est essentiellement due à celle des prix des produits des fonctions de consommation "Santé" (+5,7%), "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+1,4%) et dans une moindre mesure à celle des prix des produits des fonctions de consommations "Transports" (+0,5%), et "Biens et services divers" (+0,4%). Parallèlement, précise la même source, les prix des produits de la fonction "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" ont amorti la hausse de l'indice avec une baisse de -0,6%.

La hausse observée au niveau de la fonction de consommation "Santé" provient principalement du poste "Médicaments traditionnels" (+48,0%). Quant à la fonction "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles", les postes "Combustibles solides et autres" (+9,2%) et "Combustibles liquides" (+3,2%) ont influencé la hausse de cette fonction.

Pour ce qui est de la fonction de consommation "Transport", l'Inseed rappelle que depuis le 21 juillet 2015, le gouvernement togolais a procédé à la révision en hausse des prix du carburant. Du coup, souligne-t-il, la progression observée au niveau de cette fonction est liée en partie au poste "Carburant et lubrifiant" (+1,9%). S'agissant de la fonction de consommation "Biens et services divers", sa hausse est déterminée par le poste "Appareils et articles pour soins corporels" (+5,7%).

En revanche, pour les postes de la fonction de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" ayant contribué à l'amortissement de la hausse de l'indice, il est cité : "Céréales non transformées" (-4,4%), "Sel, épices, sauces et produits alimentaires non déclarés aille urs" (-11,0%), "Légumes frais en feuilles" (-22,1%), et "Huiles" (-6,5%). Dans le même temps, les postes suivants ont enregistré une hausse : "Poissons et autres produits séchés ou fumés" (+2,1%), "Poissons frais" (+14,6%), "Autres fruits frais" (+18,7%), "Légumes frais en fruits ou racine" (+2,8%) et "Volaille" (+1,7%).

Parmi les produits qui ont enregistré une hausse, on peut citer : l'igname (+24,7%), "Chinchard (akpala) fumé" (+9,7%), "Herbe Zangara pour paludisme" (+119,6%), "Gombos frais" (+42,6%), "Charbon de bois" (+7,0%), "Saumon (saloumon) fumé" (+15,3%), "Bananes douces" (+30,2%), "Chinchard frais (akpala moumou)" (+8,7%), "Oignon frais rond" (+15,2%), "Bois de chauffe" (+116,0%), "Crabes frais (aglinvi



moumou)" (+18,6%), "Essence 'SUPER' dans les stations-services administrés" (+2,1%), "Cure dents" (+12,4%), "Pétrole lampant vendu en vrac" (+2,6%), "Oranges locales" (+7,4%), "Mélange 2 temps" (+1,6%), "Ananas frais" (+17,4%), "Essence super de rue" (+4,4%), "Pétrole lampant à la pompe" (+4,9%), "Œuf frais de poule de race" (+4,8%), "Gas-oil ordinaire dans les stations-services administrés" (+1,3%), "Concombre" (+30,6%), "Sésame" (+8,9%), "Coq vivant local" (+9,1%), "Carottes" (+13,2%), "Viande de bœuf avec os au kg" (+1,1%), "Haricots blancs secs" (+9,8%) et "Tchoukoutou local artisanal" (+17,9%).

S'agissant des produits qui ont enregistré une baisse, il est énuméré : "Tomates rondes (Pomme)" (-25,0%), "Piment rouge frais" (-23,1%), "Riz importé longs grains vendu au petit bol" (-6,1%), "Riz importé brisé vendu au petit bol" (-7,2%), "Salade verte locale (Laitue)" (-40,4%), "Sardinelles fumées (adiadoè)" (-7,6%), "adèmè" (-20,0%), "Huile de palme traditionnelle (Zomi)" (-13,3%), "Piment vert (gboyébessé)" (-31,0%), "Maïs séché en grains crus vendu au grand bol" (-2,1%) et "Jus de citron" (-31,0%).

Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a connu une hausse de 0,6% contre une stabilité le mois précédent. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice "hors énergie, hors produits frais") a connu une hausse de 0,1% contre une hausse de 0,2% le mois précédent.

Le niveau des prix des produits frais a enregistré une baisse de 1,1%. Celui des produits énergétiques a connu une hausse de 2,4%. Au regard de la provenance, les prix des produits locaux ont augmenté de 0,2% et ceux des produits importés ont en revanche diminué de 0,4%. Du point de vue de la classification sectorielle, les prix des produits du secteur primaire ont connu une régression de 0,6%. Par contre les prix des produits du secteur secondaire ont connu un accroissement de 0,2%.

Le niveau des prix du mois de juillet 2015, comparé à celui du mois d'avril 2015 (évolution trimestrielle)

a connu une hausse de 1,8% sous l'influence notoire de la hausse des prix des produits de la fonction de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+4,8%) et dans une moindre mesure des fonctions de consommation "Santé" (+5,5%) et "Transports" (+0,7%).

S'agissant des nomenclatures suivant les secteurs de production, cette variation trimestrielle est due particulièrement à la flambée des prix des produits du secteur primaire (+11,9%). Suivant la durabilité, cette hausse est liée principalement aux produits non durables (+3,1%).

Concernant la provenance, la hausse de l'indice est surtout influencée par les prix des produits locaux (+2,7%).

Par rapport à juillet 2014 (glissement annuel), le niveau général des prix a connu une hausse de 1,7% due surtout à l'influence conjuguée de la progression des prix des produits des fonctions "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+4,4%), "Santé" (+7,0%) et "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+1,7%). Par contre, la fonction de consommation "Transports" a chuté de 2,6%.

En ce qui concerne les nomenclatures secondaires, les prix des produits frais ont augmenté de 6,0% et ceux des produits de l'énergie ont baissé de 1,4%. Au regard de la provenance, ce niveau s'explique par la hausse des prix des produits locaux (+3,0%). Quant à la durabilité, les prix des produits non durables et semi durables ont enregistré respectivement une hausse de 2,8% et 1,3%. Pour ce qui est des secteurs de production, la hausse du niveau général est due à l'évolution des prix des produits des secteurs primaire (+8,6%), secondaire (+0,12%) et tertiaire (+0,2%).

Le taux d'inflation, calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois, s'est établi à 1,0% tout comme en juin 2015.

En juin 2015, ce taux était de 0,3% dans la zone UEMOA contre 0,2% en mai 2015. En mars et février 2015, on a observé une stabilité des prix dans cette zone.

Salon africain des transports

Les opérateurs du Togo confirment leur présence au rendez-vous

Dans le cadre de son action de prospection en faveur du Congrès africain des transports et de la logistique (CATL) prévu du 7 au 9 octobre à Rabat, au Maroc, la Commissaire générale du Salon africain des transports et des infrastructures économiques a effectué, du 4 au 6 août 2015, un séjour à Lomé (Togo) et à Cotonou (Bénin), dont l'escala de Lomé a permis à Mme Bamba Magnatié de rencontrer le ministre togolais des Infrastructures et des transports, la Chambre de commerce et d'industrie du Togo, le DG de l'ANAC, Colonel Latta, les représentants locaux de la Banque ouest africaine de développement (BOAD) et de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC). Ces rendez-vous ont permis de capter l'engouement certain des différentes institutions pour le CATL et réitérer leur intérêt pour cette rencontre qui a dépassé

le cadre uniquement d'événementiel, indique-t-on du côté d'Abidjan. Le CATL se réclame aujourd'hui une «plateforme dynamique d'opportunités pour la réaffirmation de l'importance qu'occupent les transports, la logistique et les infrastructures dans le développement économique de l'Afrique et pour discuter des problématiques majeures liées aux secteurs cités», a indiqué Mme Bamba Magnatié.

Outre ces institutions, des entreprises telles que SOTRAL (Société des transports de Lomé) et Lomé Container Terminal S.A par les voix de leurs DG respectifs ont assuré de leur présence à Rabat. Ethiopian Airlines et la compagnie panafricaine ASKY ont décidé de se mettre ensemble pour leur participation à ce congrès.

Au Bénin, jeudi, la patronne d'Afrika Transtour, initiatrice du Salon africain des transports, a obtenu du

ministre des Travaux publics et des Transports Gustave Dépo Sonon la promesse de la présence béninoise au CATL. Il s'est engagé à mobiliser tous ses services pour une participation active. Le Directeur du Port Autonome de Cotonou Samuel Batcho, également partant pour un succès du CATL, a prévu dans les prochains jours une rencontre avec toute la communauté portuaire en vue d'une bonne mobilisation.

Le Directeur du centre de formation de l'AGPAOC, le Conseil national des chargeurs du Bénin et Société béninoise des manutentions portuaires ont aussi donné un avis favorable pour une participation au CATL.

En rappel, le 4e Salon africain des transports et des infrastructures est l'un des rendez-vous majeurs du CATL, à côté du symposium africain sur l'intégration régionale et le groupe d'impulsion économique.

Sur le marché interbancaire de l'UMOA

Des prêts légèrement en baisse sur deux semaines au Togo

Les établissements de crédit du Togo ont enregistré, au cours de la période du 4 au 10 août 2015, des prêts à hauteur de 16,000 milliards, légèrement en baisse par rapport à semaine précédente, et des emprunts à 10,000 milliards, en hausse sur deux semaines. Ceci participe aux activités interbancaires de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) qui enregistrent, au cours de la même période, 61,550 milliards pour les prêts et autant pour les emprunts largement en baisse par rapport à la première semaine d'août.

Les prêts au Togo sont à une semaine et deux, respectivement pour 13,500 milliards et 2,500 milliards. A l'échéance d'une semaine, le taux moyen pondéré s'est situé à 3,85%. Les taux minimum et maximum ont été fixés respectivement à 2,50% et à 5,75%. A deux semaines, les trois

taux ont été fixés respectivement à 4,98%, 4,50% et 7,00%.

En termes de prêts, les établissements de crédit de la Côte d'Ivoire ont enregistré autant que ceux du Togo, dont 3,000 milliards à un jour. Aux taux respectifs de 3,97%, 3,04% et 4,50%. Ceux du Sénégal ont enregistré 11,550 milliards, ceux du Mali, 8,500 milliards et ceux du Bénin, 6,000 milliards. Le Niger et le Burkina Faso ont enregistré respectivement 2,500 milliards et 1,000 milliard.

En termes d'emprunts, le Sénégal a enregistré 31,050 milliards, dont 2,250 milliards à l'échéance d'un mois. Aux taux respectifs de 5,22%, 4,75% et 6,00%. Les établissements du Burkina Faso et du Mali ont enregistré 8,000 milliards et 5,000 milliards respectivement. Ceux du Niger ont enregistré 4,000 milliards et ceux de la Côte d'Ivoire 3,000 milliards. Le Bénin a

enregistré 0,500 milliards, alors que la Guinée-Bissau n'a enregistré ni prêts ni emprunts.

D'après la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao), l'évolution du marché interbancaire de l'UEMOA a été marquée, en juin 2015, par une baisse du volume des transactions et des taux d'intérêt. En effet, le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires, toutes maturités confondues, s'est établi à 76,0 milliards en juin 2015 contre 99,5 milliards en mai 2015. Le taux moyen pondéré des opérations est ressorti à 4,61% en juin 2015 contre 4,63% en mai 2015. Sur le marché à une semaine, le volume moyen des opérations a diminué de 1,5 milliard pour s'établir à 23,4 milliards. Le taux d'intérêt moyen à une semaine est ressorti à 3,87%, en repli de 34 points de base par rapport au mois précédent.

En raison du soutien de ses actionnaires

La BAD conserve son triple A de l'agence FITCH

La Banque africaine de développement (BAD) conserve son triple A confirmé par l'agence de notation Fitch Ratings, avec des perspectives stables. «Les notes sont soutenues par un fort soutien des actionnaires de la BAD (...), sa solide capitalisation, une liquidité élevée et des politiques de gestion prudente du risque», relève l'agence.

Adossée à un solide actionariat, la BAD reste solide. «Le capital exigible aux Etats membres non régionaux notés AAA (Etats-Unis, Allemagne, Canada) couvre la totalité de la dette nette à fin 2014»,

soutient Fitch. Relevant par la suite que l'institution basée à Abidjan est l'une «des banques multilatérales de développement régionales les plus fortement capitalisées avec un ratio de capitaux propres sur l'actif ajusté à 27,5% fin 2014» et «un ratio endettement sur fonds propres de 243,5%», largement confortable.

La banque, confortée par une augmentation du capital (en cours), va poursuivre sur une lancée expansive à un rythme annuel de 10% avec une intervention plus accrue en faveur du secteur privé qui devrait représenter le tiers de ses opérations en 2018, contre 23,3%

en 2014. Toutefois cette propension, tempère l'agence, pourrait affecter la qualité du portefeuille. Notamment la nouvelle recommandation du Conseil d'administration, adoptée en 2014, qui ouvre le guichet des prêts non-concessionnels à des Etats présentant un risque-crédit relativement élevé.

Principal bailleur de fonds du continent, la BAD emprunte des fonds sur les marchés de capitaux qu'elle prête à ses pays membres régionaux. En 2014, ses interventions au bénéfice de ces derniers ont porté sur un total de 6 milliards d'euros.

FOOTBALL/ ELIMINATOIRES CAN 2017

Contre le Djibouti le 4 septembre prochain, Tom Saintfiet convoque Vincent Bossou, Mani Sapol et Aguidi Foovi

Absents de la sélection nationale depuis plusieurs matches, le défenseur Vincent Bossou et le milieu Mani Sapol viennent d'être convoqués par le sélectionneur Tom Saintfiet pour le match Djibouti vs Togo ce 4 septembre, comptant pour la 2e journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations, Gabon 2017. Bossou Vincent qui vient d'être prêté aux Young Africans, club de première division de la Tanzanie, n'a plus été appelé en sélection depuis le mois de septembre 2014 et le match contre le Ghana à Lomé. Quant à Mani Sapol, qui évolue désormais avec la formation moldave de Dacia FC, il n'est plus apparu en équipe nationale du Togo après la CAN 2013 en Afrique du Sud.

Un autre joueur qui rejoint le groupe après une longue absence, c'est Aguidi Foovi. L'attaquant de Hearts of Oak d'Accra qui réalise une très bonne saison dans son club était dans les petits papiers du sélectionneur depuis juin dernier. Dans l'ensemble, Tom Saintfiet a rappelé la plupart des joueurs qui étaient sur la feuille de match en juin dernier contre le Liberia.

Deuxième du groupe A derrière la Tunisie à l'issue de la première journée, le Togo se rend à Djibouti avec la ferme volonté de remporter les trois points de ce match avant les chocs décisifs (aller et retour en moins d'une semaine) de mars 2016 contre la Tunisie. «Il est nécessaire de faire le plein des points avant mars 2016. Le match contre Djibouti n'est pas un match facile. Il n'y a plus de petites sélections sur le continent», a déclaré tout récemment le sélectionneur Tom Saintfiet.

Sévèrement battu lors de la première journée à Tunis, 8-1, le Djibouti entend se relancer à domicile face au Togo.

Liste des joueurs convoqués

Gardiens : Agassa Kossi (Reims, France), Mensah Cédric (SR Colmar, France), Djehani N'guissan (Dyto, Togo) ;

Défenseurs : Mamah Gafar (Dacia, Moldavie), Akakpo Serge



(Trabzonspor, Turquie), Ouro-Akoriko Sadate (Amazulu FC, Afrique du Sud), Amevor Mawouna (Notts County, Angleterre), Bossou Vincent (Young Africans, Tanzanie), Djene Dakonam (Alcorcon, Espagne), Nouwaklo Martin (AS Togo Port, Togo) ;

Milieux : Alaixys Romao

(Olympique de Marseille, France), Dossevi Matthieu (Olympiacos, Grèce), Wome Dove (Supersport, Afrique du Sud), Mani Sapol (Dacia FC, Moldavie), Ayité Floyd (Bastia SC, France), Eniful Henritse (Doxa Katakopias, Chypre), Atakora Lalawe (Helsingborg, Suède) ;

Attaquants : Ayité Jonathan (Alanyaspor, Turquie), Adebayor Sheyi (Tottenham, Angleterre), Gakpé Serge (Genoa FC, Italie), Aguidi Foovi (Hearts of Oak, Ghana), Araw Camaldine (Kaizer Chiefs, Afrique du Sud), Placca Fessou Meme (KFC Oosterzonen, Belgique).

RIO 2016

Le travail d'équipe des Brésiliens ouvre la voie à une organisation réussie des JO

À l'issue de sa neuvième et avant-dernière réunion (10 - 12 août 2015) à Rio de Janeiro, la commission de coordination du Comité International Olympique (CIO) a salué le travail d'équipe du comité d'organisation de Rio 2016 et de ses partenaires gouvernementaux à l'occasion des premières épreuves tests pré-olympiques. L'unité affichée, tant dans l'esprit que dans la mission, va aider les organisateurs à consolider leurs opérations en prélude aux Jeux de l'année prochaine et à jeter les bases d'un vaste héritage olympique.

«À moins d'un an de l'ouverture

des Jeux Olympiques de 2016 à Rio de Janeiro, nous nous réjouissons de l'unité qui anime, tant dans l'esprit que dans la mission, l'équipe du Brésil en vue de l'organisation d'une première série d'épreuves tests réussies», a déclaré Nawal El Moutawakel, la présidente de la commission de coordination du CIO. Le président du comité d'organisation de Rio 2016, Carlos Arthur Nuzman, a confié pour sa part : «C'est la réunion la plus importante que nous ayons eue jusqu'ici. Je dis cela en raison de l'état d'avancement de nos préparatifs et de l'intégration sans cesse grandissante entre le

CIO, Rio 2016 et nos partenaires au sein des autorités fédérales, de l'État de Rio et de la ville».

La commission a par ailleurs été informée des autres programmes qui laisseront un héritage positif dans la vie de millions de personnes. Il a notamment été question du programme visant à dispenser 10 000 cours d'anglais gratuits aux chauffeurs de taxi de Rio ou encore du programme d'éducation Transforma lancé au niveau national et qui devrait concerner près de sept millions d'enfants.

Au cours de la réunion, les organisateurs et leurs partenaires

ont également fait le point sur les progrès réalisés dans plusieurs domaines parmi lesquels les services aux athlètes et aux CNO, les services aux sports et aux Fédérations Internationales, les opérations médias, les spectateurs, le transport, le marketing, la technologie et les Jeux Paralympiques.

La commission de coordination du CIO se rendra à nouveau à Rio de Janeiro pour la dernière fois l'année prochaine. Dans l'intervalle, le CIO continuera à apporter son soutien aux organisateurs cariocas avec ses revues de projet et visites d'experts.

Le championnat de RDC fait peau neuve

Prévu pour débiter le 29 août, le championnat de la République démocratique du Congo (RDC) démarrera finalement le 18 septembre, le temps de permettre à la Ligue et à la Fédération de déterminer les huit nouveaux clubs qui vont intégrer la 1ère division. Championnat qui se déroulera en deux phases cette saison.

De 20 la saison dernière, le championnat de RD Congo va passer à 28 clubs pour cette édition 2015-2016. En prenant en compte les rapprochements géographiques, les équipes vont être réparties sur trois sites par la Ligue nationale de football (Linafoot) : 10 à Kinshasa, 10 à Lubumbashi et huit à Goma. Les clubs ainsi regroupés sur un même site s'affronteront en matches aller et retour et ce n'est

qu'après ce tour qu'interviendra la phase décisive des play-offs.

Une phase qui ne comptera que huit équipes : les trois premières de Kinshasa et de Lubumbashi, ainsi que les deux premières de Goma. Les huit lauréats en décrocheront ainsi lors de rencontres aller et retour, chacun dans son fief. Les 20 autres seront reversés en Coupe du Congo. Reste à savoir quelles seront les huit formations qui vont venir s'ajouter aux 20 déjà connues. Pour cela, la Fédération congolaise a programmé la tenue de trois tournois régionaux afin de déterminer l'identité des promus en première division. Tournois qui vont se dérouler du 23 au 27 août à Matadi, Kisangani et Kananga. Calendrier qui a poussé la Linafoot à devoir décaler la reprise de la saison, initialement fixée le 29 août, au 18 septembre, après une réunion entre membres des instances et représentants des clubs.

Le PSG va sortir son chéquier pour blinder deux de ses stars

Alors qu'il n'a pas encore terminé sa campagne de recrutement estivale, le Paris Saint-Germain doit continuer de gérer un autre dossier : celui des prolongations de contrat. À moins de deux semaines de la fin du mercato, le club francilien n'a

pas encore bouclé son marché et s'active toujours pour trouver un remplaçant à Lucas Digne. Mais, les Rouge-et-Bleu mènent une autre bataille de front : les prolongations de contrat. Sans surprise, le dossier le plus chaud reste celui de Thiago Motta (32 ans). Lié au PSG jusqu'en juin prochain, l'international italien a mis la pression sur ses dirigeants, dimanche soir, au sortir du match remporté face au

Gazélec (2-0).

«À la fin, c'est toujours lui (le président Al-Khelaïfi, ndr) qui décide. Je n'ai pas encore parlé avec lui, j'espère le faire. Est-ce qu'il a conscience de mon poids dans l'équipe ? Aujourd'hui, je ne le pense pas. Moi je pense que mes responsabilités sont énormes dans cette équipe», a déclaré le milieu parisien. Une déclaration qui ne

devrait pas rester sans réponse puisque Le Parisien indique dans son édition du lundi qu'une offre de prolongation de contrat attendrait Motta cette semaine.

Un autre dossier est également dans les tuyaux du côté de la porte d'Auteuil : Marco Verratti. À 22 ans, et après trois ans passés dans la capitale, Gufetto est l'un des bijoux du Parc. Indispensable dans le milieu à trois de Laurent Blanc, l'autre international transalpin du club francilien est choyé par sa direction. Le Parisien nous

apprend que cette dernière est entrée en contact avec l'entourage du joueur afin d'évoquer un réajustement salarial. En clair, il ne serait pas question de toucher à la durée du bail (2019), mais plutôt de revoir à la hausse le salaire annuel de Verratti qui est de 3 M€ nets (4,8 M€ bruts). Nul doute qu'un bel effort sera consenti pour un élément dont les éléments restent inférieurs à celui de ses compères du milieu Blaise Matuidi (9,2 M€ bruts annuels) et Thiago Motta (6,3 M€ bruts), et même au salaire d'un Lavezzi (6,6 M€ bruts) devenu remplaçant de luxe.

Le Real Madrid prolonge Sergio Ramos !

Il a enfin eu gain de cause. Joueur du Real Madrid depuis 2005, Sergio Ramos (29 ans) réclamait depuis plusieurs mois un nouveau contrat. Malheureusement pour lui, son statut de piler du vestiaire merengue ne suffisait pas à convaincre ses dirigeants de lui offrir un salaire à huit chiffres digne des stars offensives du club (Ronaldo, Bale). Un positionnement du Real qui avait alors trouvé écho du côté de

Manchester United qui a tout fait pour tenter l'international espagnol de rallier le nord-ouest de l'Angleterre.

Un intérêt mancunien qui a visiblement fini par forcer la Casa Blanca à s'activer dans ce dossier. Lundi matin, le club madrilène a en effet d'annoncé sur son site officiel que le joueur va signer l'après-midi une prolongation de contrat jusqu'en 2020. «Aujourd'hui, lundi 17 août à 13h30, à la tribune d'honneur du stade Santiago Bernabeu, se tiendra une conférence de presse pour annoncer la prolongation de Sergio Ramos. Seront présents le président du Real Madrid, Florentino Pérez et le joueur qui sera lié au club pour les cinq prochaines saisons».

Une excellente nouvelle pour Sergio Ramos puisque l'ancien Sévillan devrait voir son salaire être multiplié par deux et passer ainsi de 5,5 M€ à 10 M€ par an ! De son côté, Madrid s'évite également le risque de voir son leader défensif réclamer un départ. Ramos prolongé, d'autres joueurs devraient imiter l'Andalou. En effet, Pepe et Casemiro se seraient vu offrir une prolongation jusqu'en 2017 et 2020.

Après le coup de gueule du Tchadien Idriss Deby

Kako Nubukpo et les siens débattent sur le Franc CFA à la mi-septembre à Paris

L'avenir du Franc CFA en question. C'est le sujet – souvent à polémique – sur lequel va plancher dans les semaines à venir un parterre d'universitaires, dont l'économiste togolais Kako Nubukpo, ancien ministre de la Prospective économique. C'est un colloque qui est prévu pour commencer le 17 septembre prochain et, curieusement, à Paris, en France, au Palais du Luxembourg, suivant l'agenda publié par le portail Financialafric. Il est organisé par les fondations Gabriel Péri et Rosa Luxembourg (Allemagne), et placé sous le parrainage de Dominique Watrin, sénateur communiste, républicain et citoyen du Pas-de-Calais, membre du groupe d'amitié France-Afrique centrale.

Le sujet, souvent évoqué ces temps derniers par certains dirigeants et cadres de la zone Franc en Afrique de l'ouest et du centre, sera tourné, et retourné sous l'angle de «Quels outils monétaires et quelle souveraineté économique pour une politique de progrès en Afrique de l'ouest et centrale?» Avec un Etat des lieux, le fonctionnement et les impacts dans ces deux régions. A charge pour Kako Nubukpo d'exposer ses points de vue sur la Politique monétaire, fixité du change et financement de l'émergence en zone Franc, particulièrement le cas de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa). Son collègue Demba Moussa Dembélé, économiste et président d'Arcade au Sénégal aura la mission de la Nécessité de la souveraineté monétaire dans les pays de la zone Franc. Bruno Tinel, maître de conférences à l'université Paris 1-Panthéon-Sorbonne, prend en charge le



Kako Nubukpo, ancien ministre de la prospective

fonctionnement des comptes d'opérations, l'utilisation des réserves, le rôle de ces comptes dans les relations entre la France et les pays africains. Tout un programme.

Sur le sujet, l'on estime que les économistes et Africains qui veulent tourner la page du Franc CFA ont désormais un soutien de taille: Idriss Déby. Auréolé de ses victoires sur la secte Boko Haram et fort de son statut de gendarme du Sahel, le président tchadien, estime que l'Afrique doit avoir sa propre monnaie pour amorcer le développement. «Il y a aujourd'hui le FCFA qui est garanti par le trésor français. Mais cette monnaie là, elle est africaine. C'est notre monnaie à nous. Il faut maintenant que dans les faits, cette monnaie soit la nôtre pour que nous puissions, le moment venu, la rendre convertible. Je crois que c'est une décision courageuse que nos amis français doivent prendre», a lancé le président tchadien lors d'une conférence de presse.

Pour Idriss Déby, certaines clauses de coopération du Franc CFA sont dépassées et ne profitent pas à l'Afrique. Il faut donc, argue le premier partenaire sécuritaire de Paris dans le Sahel, en finir avec la monnaie garantie par le trésor français pour le bien des africains. Mais, précise-t-il conscient de la sensibilité de ses propos, «il ne s'agit pas de s'opposer à la France, mais de normaliser la relation entre celle-ci et les pays africains». Et si frapper sa propre monnaie coûte cher et nécessite des technologies spéciales coûteuses, le président Deby propose qu'un appel d'offres soit lancé pour palier au problème : «Cette question n'est pas un tabou. Celui qui veut faire de cette question un tabou va tuer l'Afrique et demain on va être condamné par les générations futures», a-t-il déclaré face aux journalistes.

A Paris, il sera émis des recommandations, et des perspectives à court, moyen et long termes.

New York Forum Africa 2015 à Libreville

La rencontre du 28 août prochain consacrée à l'énergie du continent africain

Unique sommet panafricain à se tenir en Afrique cette année, le New York Africa édition 2015 (NYFA2015) réunit, du 28 au 30 août 2015 à Libreville, au Gabon, les leaders internationaux dans une volonté de créer des initiatives concrètes participant au progrès de la société. Consacré cette année à l'énergie du continent africain, d'après l'agenda rendu public, le NYFA aura pour objet d'établir une feuille de route conjointe pour les entreprises individuelles et les décideurs nationaux afin de conduire et de favoriser l'Action.

Il s'appuiera dans le même temps sur les débats initiés lors des trois éditions précédentes, dans le but de faire émerger des mesures concrètes nécessaires

pour mener à bien la transformation du continent africain et, de facto, l'accompagner dans la nouvelle étape de son développement.

Réunis sous le Haut Patronage de Son Excellence Ali Bongo Ondimba, les PDGs, officiels gouvernementaux, et autres acteurs majeurs économiques et sociétaux s'attacheront à conclure des partenariats publics-privés afin de générer des investissements dans l'énergie du continent : le NYFA analyse les secteurs & marchés porteurs ainsi que les opportunités d'investissement et de croissance corréées.

Cet événement s'établit comme le rassemblement économique-politique du continent africain et donne la parole aux jeunes afin de

les faire travailler conjointement, dans une même direction.

Au programme, on compte le 2ème African Citizen Summit, espace d'échange et d'expression sur les problématiques sociétales qui touchent directement les citoyens, à savoir l'éducation, l'emploi ou encore le lieu de travail. On y compte également le Prix de la Jeune Entreprise Africaine du Point, qui favorise et récompense l'innovation entrepreneuriale des jeunes entreprises du continent. Ainsi que la Climate South Initiative, une discussion menée par les pays du Sud afin d'apporter réponse au dérèglement climatique.

Guinée-Bissau

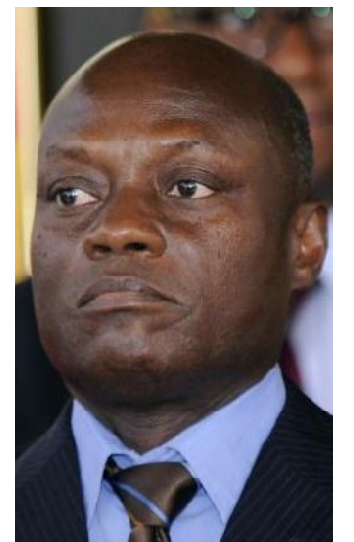
Toujours dans l'impasse politique, le pays craint pour sa stabilité

Des partisans du Premier ministre de Guinée-Bissau destitué appelaient lundi à une manifestation et à une grève pour exiger sa reconduction, au cinquième jour sans gouvernement qui faisait craindre pour la stabilité de cette ancienne colonie portugaise d'Afrique de l'Ouest, rapporte l'AFP. Pour obtenir la réinstallation de Domingos Simoes Pereira, démis le 12 août par le chef de l'Etat José Mario Vaz, des sympathisants du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (PAIGC) — présidé par M. Pereira — ont appelé à une marche lundi à partir de 14H00 (locales et GMT) à Bissau, faisant craindre des débordements dans ce pays à

l'instabilité chronique.

Pour le même motif, une intersyndicale regroupant une trentaine d'organisations professionnelles des secteurs public et privé a appelé ses adhérents à ne pas se rendre au travail à partir de lundi, pour «paralyser l'administration». Ce mouvement durera «jusqu'à ce que le président (Vaz) revienne de de meilleurs sentiments» concernant la réinstallation de M. Pereira, avait assuré dimanche à l'AFP le chef de l'intersyndicale, Filoméno Cabral.

La grève semblait moyennement suivie lundi matin à Bissau, sur laquelle s'abattait une forte pluie depuis les premières heures du jour: plusieurs services de l'administration fonctionnaient, mais avec moins de personnel que d'habitude, les banques et commerces étaient ouverts et la circulation plus fluide qu'à



Le président bissau-guinéen José Mario Vaz

l'accoutumée, a pu constater un journaliste de l'AFP.

Depuis son indépendance du Portugal, en 1974, la Guinée-Bissau a connu plusieurs coups d'Etat, réussis ou avortés, dans lesquelles l'armée a souvent joué un rôle prépondérant.

Avec les questions d'efficacité de l'aide et de capacité d'absorption des ressources

Une table ronde des partenaires envisagée, à brève échéance, autour de la SCAPE

(suite de la page 3)

fonctionnement du dialogue Etat-donateurs ainsi que pour le suivi de l'efficacité du développement au Togo, etc. Aussi les partenaires du Togo avaient-ils recommandé que la SCAPE reprenne sa place centrale en amont de tous les processus de développement et que les priorités gouvernementales à court et moyen terme, globales et sectorielles, lui soient clairement alignées; qu'une revue à mi-parcours de la SCAPE soit réalisée en 2015; cette revue tirera profit de la vision à long terme du Togo en cours de finalisation et des réalités budgétaires, afin de mieux refléter les enjeux et défis auxquels

le pays se voit confronté; que la concertation et le dialogue entre les secteurs public et privé soient davantage intensifiés afin de donner à l'initiative privée un rôle accru dans la mise en œuvre des objectifs de la SCAPE et son financement; que la stratégie globale de financement de la SCAPE à travers le budget, l'aide publique au développement et les autres modalités envisagées soit clarifiée et discutée; que tous les efforts nécessaires soient entrepris pour mettre en place un cadre de collaboration institutionnelle clarifié entre les principaux ministères transversaux et sectoriels, pour l'élaboration et le financement d'un

programme triennal d'investissements publics cohérent avec la SCAPE et les objectifs de développement du gouvernement; que le gouvernement renforce son engagement et son action dans la réforme de l'administration publique et notamment la réforme de la chaîne Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi-Evaluation, ceci dans l'esprit de la mise en application des directives communautaires en matière de budgets-programmes; qu'une attention particulière soit accordée aux secteurs concourant au développement humain et particulièrement à celui de la santé, compte tenu des

nouveaux risques émergents qui menacent les progrès enregistrés; que les prochains cycles de planification s'appuient davantage et plus explicitement sur l'approche des droits de l'homme préconisée dans la SCAPE, conformément à la compréhension commune de la communauté internationale, que tous les programmes de coopération devraient faire avancer la réalisation des droits de l'homme contenue dans la déclaration universelle et dans les conventions internationales. Cette approche faciliterait à la fois l'évaluation des besoins et le suivi de la performance des différents programmes.

Au Ghana

L'inflation passe la barre des 20%

Selon un rapport publié par la direction nationale de la statistique, l'inflation au Ghana a empiré en juin 2015 pour se hisser à 23,1% contre une base révisée de 18,3% en mai 2015. La baisse continue du cédé (monnaie locale) face au dollar américain et la hausse des prix du ciment font partie des catalyseurs de la hausse du coût de la vie dans l'ancienne Gold Coast. L'inflation galopante que connaît le pays devient un défi économique qui s'ajoute à la

baisse des revenus d'exportations de l'or et du pétrole.

En rappel que le Ghana a débuté, en avril dernier, un programme triennal visant à restaurer sa stabilité fiscale et réduire son niveau d'endettement. Le ministre des Finances, Seth Terkper, avait annoncé que le déficit budgétaire devrait culminer à 7,3% du produit intérieur brut (PIB) à la fin 2015 contre un taux de 6,5% prévu initialement.

Les violences faites aux femmes

Un phénomène qui perdure grâce à la tradition

Nombreuses sont les femmes qui sont sujettes à la maltraitance dans leurs foyers. Victimes de leurs conjoints, elles subissent la pire des humiliations. On aurait pu penser que les choses iraient dans un meilleur sens avec le temps mais hélas, c'est faux, le phénomène est toujours aussi présent et même plus présent dans la société togolaise.

Etonam Sossou

Au Togo certaines femmes vivent dans un état constant d'insécurité de la part de leurs conjoints. Victimes de coups, de viols, de traumatismes psychologiques, elles perdent ainsi facilement goût à la vie et ne lui accordent aucune importance. Ces femmes, prises

de peur et redoutant leurs conjoints, ne s'expriment pas. Elles gardent au fond d'elles une douleur si lourde qui ne fait que stimuler leur amertume au fil des années passées au foyer. Ces femmes, qui sont le noyau central pour assurer une bonne cohésion au sein de la famille et veiller à l'éducation des enfants, sont très

vite déçues de ce que la vie leur a réservé et du coup relèguent au second plan leur rôle parental. Dans la société togolaise, les traditions ont encore une place prépondérante. La femme idéale est soumise, toute sa vie, elle est sous tutelle des hommes, de sa famille d'origine puis de sa famille par alliance. La femme mariée



ses performances sexuelles, qui menace de se suicider si elle quitte la relation ou utilise les enfants pour l'atteindre, fait preuve de violences conjugales envers sa conjointe. La situation est très souvent délicate pour les femmes violentées car la plupart ne travaillent pas, ce qui donne un avantage à l'homme. Ce dernier lui fait croire à toutes les occasions qu'elle n'est rien sans lui. Désorientée et étant sous l'emprise de la peur, les victimes se résignent à leurs souffrances et décident de garder le silence jusqu'à ce que, parfois, la mort s'ensuive. Elles sont très peu à se révolter et à prendre la situation en main. Une chose est sûre ; les femmes n'échapperont pas à la violence tant qu'elles ne seront pas les égales des hommes, et l'égalité ne se décrète pas : il faut pour cela, l'éducation, encore l'éducation, toujours l'éducation afin que les femmes obtiennent leur indispensable indépendance financière ! Bref, on comprend pourquoi les autorités comme bien d'associations travaillent à faire en sorte que les filles aillent à l'école et le plus loin possible.

Education

Il ne fait pas toujours bon d'enseigner dans le privé

La situation des enseignants du privé n'est pas toujours florissante au Togo. Zoom sur un secteur où la qualité des opérateurs et des conditions de travail laisse encore à désirer

Afin de répondre à un besoin de plus en plus grandissant et urgent en structures de formation, le gouvernement s'est trouvé obligé de libéraliser le secteur de l'enseignement, pour permettre aux personnes ayant la capacité, de créer et de gérer eux-mêmes des établissements scolaires et universitaires.

C'est ainsi que plusieurs hommes d'affaire s'y sont investis, et s'en sortent plutôt bien. Cependant, dans un pays où le nombre d'enseignants formés est déjà très insuffisant, cet ordre d'enseignement va se tourner vers certains diplômés du secondaire et du supérieur, le plus souvent, sans aucune formation pédagogique ; recrutés uniquement sur la base de leur diplôme académique. Aussi, dans un pays où plus de trois diplômés sur cinq sont voués au chômage, ceux-ci ont vite vu une réelle opportunité ; mais seulement, doivent bien aussi accepter les caprices de ces promoteurs d'établissements qui pour la plupart ne sont que des hommes d'affaire à la recherche du profit. C'est ainsi qu'à l'exception de quelques rares établissements

sérieux, les salaires, déjà dérisoires se payent de façon très irrégulière. « on n'a pas de choix ; dans la mesure où on arien trouvé de mieux ailleurs » nous lance un jeune enseignant de français titulaire d'une License en lettres modernes françaises ; quant à son collègue de mathématiques, il s'y est lancé avec d'autres raisons : « c'est le seul moyen pour moi de recruter des élèves pour des cours de répétitions que je propose à domicile » car ajoute-t-il « ces cours de répétitions en privé me rapportent quasiment le double de mon salaire dans cet établissement ». Avec le taux de chômage qui ne cesse de croître dans le pays, il devient même déjà très difficile pour un jeune de se faire recruter dans l'un de ces établissements. A la veille des rentrées scolaires, chaque établissement met sur pied en interne une commission chargée du recrutement de ses enseignants ; et les critères de sélection diffèrent d'un établissement à un autre, comme nous le confie ici Hyacinthe D., directeur des études dans un collège « nous nous attardons

d'abord sur votre profil ; ensuite, nous faisons éventuellement appel à vous pour l'entretien ; si vous nous convainquez, vous êtes retenu » quant au traitement salarial, là aussi ça dépend de certaines choses ; Hyacinthe « cela dépend de votre niveau d'études et aussi de la matière à enseigner. Cependant, nos tarifs horaires pour les vacances varient entre 1000 F.CFA et 1500 F.CFA ; quant aux permanents, leurs salaires mensuels oscillent entre 40000 et 60000 F.CFA » cependant, il convient de préciser que ces salaires ne sont pas payés pendant les vacances annuelles de trois mois !

À côté de ces salaires dérisoires, il faut ajouter l'obligation infaillible de résultats à laquelle sont assujettis ces enseignants. Les établissements privés étant un peu comme des structures commerciales, seuls les bons résultats suffisent pour attirer un grand nombre d'élèves. Chaque enseignant se doit alors malgré la précarité, de donner tout le meilleur de lui-même s'il veut conserver son emploi ; surtout qu'ici, le licenciement n'est jamais abusif.

Santé/La lèpre

Encore présente dans une centaine de pays

L'OMS est toujours mobilisée dans le combat contre cette maladie endémique qui sévit toujours en Afrique, en Asie, en Amérique et dans le Pacifique. Grâce aux dons et à l'implication des bénévoles, de nombreuses avancées ont été possibles. En 15 ans, la lèpre a été éradiquée dans 98 pays... mais elle est encore présente dans une centaine de pays aujourd'hui. Depuis 2002, la maladie a nettement reculé... mais 65% des nouveaux cas se présentent sous la forme la plus contagieuse. En 2011, 2,5 millions de lépreux ont été guéris... mais ils souffrent de séquelles invalidantes sévères.

La lèpre est une maladie infectieuse chronique évoluant très lentement.

Elle affecte principalement la peau, les nerfs périphériques, les muqueuses des voies aériennes supérieures et les yeux. Il n'existe pas de vaccin à ce jour, mais il y a un traitement par polychimiothérapie peu onéreux et qui a fait ses preuves : plus de 14 millions de malades guéris depuis 1982 (OMS).

Les fonds collectés lors de la Journée Mondiale de Lépreux permettent de lutter contre la maladie : dépister, soigner, accompagner les anciens malades vers la réinsertion et le traitement des séquelles, former les médecins et le personnel de santé, et financer la recherche. Chaque année depuis 2006, une bourse de 300 000 dollars est attribuée à une

équipe de chercheurs, via le programme MALTALEP, dans le but d'obtenir une meilleure connaissance des mécanismes de la lèpre. La lèpre est une maladie dangereuse qui peut engendrer des infirmités ou invalidités chez les personnes atteintes. Si on n'aperçoit aucune amélioration chez les patients, on est obligé de procéder à une chirurgie de décompression nerveuse. Durant l'année 2000, nombreux sont ceux qui ont eu recours à l'opération. Notons que les médicaments utilisés n'ont pas été remplacés mais la formation particulière sur le traitement de la maladie a été intensifiée.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°346 DE LOTO KADOO DU 07 AOÛT 2015

La LONATO a procédé ce vendredi 14 Août 2015, au 347^e tirage hebdomadaire de **LOTO KADOO**.

Lors du précédent tirage ce sont essentiellement des lots de intermédiaires, c'est-à-dire des lots de moins de 500.000F CFA qui ont été remportés dans la plupart des villes du pays.

Néanmoins, les points de vente **10122 et 2210** basés respectivement à **DAPAONG**, et **NOTSE** ont enregistré chacun un lot de **500.000F CFA**.

La ville de **LOME** n'est pas en reste, avec un lot de **750.000F CFA**, un gros lot de **1.200.000F CFA** et un autre de **1.250.000F CFA** recensés auprès des opérateurs **60045, 50336 et 60300**.

Tentez toujours votre chance! Continuez à acheter avec 200F CFA les tickets de la Tranche Commune Entente 2015 pour gagner les gros lots allant de **500.000F CFA à 2.500.000F CFA** qui vous attendent toujours.

La remise des lots à LOME se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

AVEC LOTO KADOO, TOUS LES VENDREDIS, UNE AUTRE FAÇON DE DEVENIR RICHE! BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°347 de Loto Kadoo du Vendredi 14 Août 2015

Numéro de base

07

26

79

80

04

TOGO CELLULAIRE

17 1998-2015
ans

Des surprises pour
toutes les vacances

Du 1er Juillet Au 31 Août



+



**Pack
modem 3G
15 000 F**



+

**Kit 3G
FORFAIT
1Go**

5 000 F



**BLACKBERRY
GEMINI 8520
70 000 F**



**BLACKBERRY
JAVELIN 8900
100 000 F**



LE LEADER

service client:888

www.facebook.com/Togocellulaire

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001:2008